

LA REVANCHE DE LA NATION

PASSIONS POLITIQUES EN POLOGNE AUJOURD'HUI

■ AZILIZ GOUEZ

#POLOGNE

LA REVANCHE DE LA NATION

PASSIONS POLITIQUES EN POLOGNE AUJOURD'HUI

AZILIZ GOUEZ
CHERCHEUSE ASSOCIÉE, INSTITUT JACQUES DELORS

Aziliz Gouez est anthropologue de formation ; elle s'intéresse aux ressorts symboliques et mémoriels du discours politique dans l'Europe contemporaine. Elle a été pendant 4 ans (2013-2017) la plume du Président de la République d'Irlande, Michael D. Higgins. De 2005 à 2010, elle a dirigé les travaux de l'Institut Jacques Delors sur la question de l'identité européenne à l'heure de l'élargissement vers l'Est, en concentrant l'analyse sur la disjonction entre intégration économique, circulation du capital et du travail d'une part, et dynamiques politiques et culturelles de l'autre.

Ancienne élève de Sciences Po Paris, de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales et de l'Université de Cambridge, Aziliz Gouez a vécu et travaillé en ex-Yougoslavie, Roumanie, Pologne et Irlande, ainsi qu'aux États-Unis et en Israël. Elle pilote actuellement un projet sur populisme et libéralisme pour l'Institute of International and European Affairs (IIIEA) de Dublin, tout en contribuant au développement du réseau des Chaires Pascal Lamy d'anthropologie européenne et aux travaux du Groupe d'Etudes Géopolitiques (GEG) de l'ENS Ulm.

SOMMAIRE

Résumé	4
Introduction	8
1. Une politique sociale pour le « bon peuple »	12
1.1 Les élections locales de 2018 et la bataille pour la Province	12
1.2 Le « bon changement » : interventionnisme étatique et politique familiale	15
1.3 « Nous ne sommes pas des valets, nous voulons <i>plus</i> »	19
2. Politique et géopolitique de l'identité nationale	25
2.1 Traîtres et patriotes	25
2.2 Régénération culturelle	28
2.3 Le pouvoir de la tragédie : Smoleński et l'ère des « fake news »	31
2.4 Réalignements géopolitiques	36
Conclusion	43

RÉSUMÉ

La victoire de Droit et Justice (PiS) aux élections législatives polonaises de l'automne 2015 a été un choc pour tous ceux qui pensaient la Pologne résolument engagée sur les rails de la démocratie libérale. Le PiS et son leader, Jarosław Kaczyński, ont initié une bataille frontale avec Bruxelles pour reconquérir la souveraineté de la nation polonaise et, du même coup, sa « dignité ». Cette étude examine les racines du succès électoral de Droit et Justice et de ses échos européens. En effet, l'agenda politique et culturel porté par le gouvernement national-conservateur polonais s'inscrit dans une évolution plus large des « passions politiques » dans l'Europe contemporaine. Dans la quasi-totalité des États membres de l'Union, on assiste à l'émergence de forces politiques qui proposent une « nouvelle idée de l'Europe », engageant des interprétations rivales de la démocratie et de la solidarité, de l'articulation entre national et supranational, du rôle de l'identité, des valeurs, et de la religion.

À travers le cas de la Pologne, cette étude entend donc contribuer à la compréhension du basculement politique à l'œuvre en Europe aujourd'hui. L'auteur commence par y analyser la *dimension sociale* du projet de Droit et Justice, la place accordée au monde rural, à l'intervention étatique et à la question de la redistribution. Dans une seconde partie, elle se penche sur la grammaire idéologique et le répertoire historique qui façonnent la *politique d'identité nationale* portée par le PiS. Ce faisant, Aziliz Gouez montre comment les deux versants de cette politique – sensibilité sociale et affirmation nationaliste – se nourrissent l'un l'autre. Car c'est bien la combinaison entre dignité personnelle et dignité de la nation, entre justice redistributive et renouveau national, qui définit le style politique du PiS, et qui fait sa force. Cette force ne repose pas simplement sur l'attention portée à la condition des plus démunis, mais sur une capacité à rendre partie-prenante du « drame national » tous ceux qui se sentent lésés, déconsidérés, déboussolés, en leur offrant une place dans le monde, un abri contre les périls extérieurs, un passé dont ils peuvent être fiers – un pays qui est le leur, et le leur seulement.

Cette plongée dans les passions politiques polonaises est aussi une invitation à réfléchir aux conditions d'un renouveau du pluralisme libéral en Europe aujourd'hui. Les défenseurs de la démocratie libérale sont-ils

capables de bâtir une alternative qui réponde au projet de l'emblématique trio Kaczyński-Orbán-Salvini – une alternative qui fasse justice aux demandes d'égalité, de communauté et d'enracinement qui montent à travers toute l'Europe, tout en tenant ferme sur les quatre libertés, les principes universalistes et les valeurs fondamentales ? Ce sont là des questions auxquelles l'opposition libérale et la gauche polonaise, mais aussi le prochain Parlement européen, devront s'attaquer de front.



© Martin Kollar

L'euphorie « post-communiste » s'est dissipée et la sensation prémonitoire de dangers imminents se renforce. Le monstre est en train de mourir, à sa façon, monstrueuse. Verrons-nous un autre monstre prendre sa place, une suite de combats sanglants s'instaurer entre les divers survivants ? Combien de pays nouveaux émergeront de ce chaos et que seront-ils : démocratiques, dictatoriaux, national-fascistes, religieux, civilisés, barbares ? Des millions de réfugiés, fuyant guerre et famine, vont-ils envahir l'Europe ? Chaque jour, les journaux sont pleins de sinistres avertissements, beaucoup sont signés de personnes averties. Une seule chose est certaine : rien n'est certain, rien n'est impossible.

Leszek Kołakowski, « À travers des ruines mouvantes » (1993)

INTRODUCTION

En 1989, Pierre Hassner avait répondu avec circonspection au célèbre essai de Francis Fukuyama, « La fin de l'histoire ? ». À la suggestion selon laquelle la victoire de la démocratie libérale occidentale sur les ruines du communisme soviétique représenterait la forme ultime de gouvernement, Hassner opposait qu'il serait audacieux de considérer que les passions – « la soif d'absolu et de communauté, voire de violence et de hiérarchie » – avaient définitivement cédé le pas aux intérêts. « Est-il vraiment impossible, s'interrogeait-il, que la quête d'action dans une société prosaïque, ou la quête de boucs émissaires dans une société désorientée, confrontée à quelque catastrophe sociale ou naturelle, produise non pas la renaissance des grandes idéologies systématiques mais une forme primitive de politique, fondée sur le ressentiment, la peur, la haine et l'hystérie », ainsi qu'une résurgence des gouvernements autoritaires ?¹ Revenant à cette interrogation sur la robustesse des valeurs libérales et universalistes dans un article de 1991, Pierre Hassner constatait que « les aspirations qui ont conduit au nationalisme et au socialisme, la recherche de la communauté et de l'identité et la recherche de l'égalité et de la solidarité, reparaîtront toujours, comme elles le font déjà. »²

La trajectoire politique de la Pologne au cours des trente années écoulées depuis les négociations de la Table Ronde³ offre une illustration saisissante de cet avertissement formulé par Hassner. Au terme de la première décennie du XXI^e siècle, la Pologne semblait avoir fermement opté pour le modèle de la démocratie libérale à l'occidentale. Certes, cela était advenu après des débuts troublés : l'admirable unité entretenue par le syndicat Solidarność à l'époque communiste n'avait pas résisté à l'épreuve de la liberté et ses dirigeants avaient tôt fait de manifester des divergences politiques, certains embrassant la voie du libre-marché et de la laïcité,

tandis que d'autres plaident pour une alliance étroite avec l'Église et que d'autres encore s'indignaient de voir le pays « bradé » aux investisseurs étrangers. Les changements fréquents de gouvernement et le foisonnement de nouveaux partis politiques, souvent éphémères et consumés de scissions internes, avaient, au départ, compliqué la tâche de distinguer si le nouveau régime serait modelé par les nationalo-traditionalistes ou bien par les modernistes pro-occidentaux. Cette tâche était rendue encore plus ardue par l'hybridité idéologique de nombreuses alliances politiques, la complexité des biographies individuelles et le caractère fluctuant des affiliations, voire des amitiés.

Pourtant, passées les circonvolutions des deux premières décennies de liberté, nombre de commentateurs libéraux avaient conclu que la situation politique de la Pologne s'était stabilisée. Intervenue en 2007, trois ans après l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne, l'accession au pouvoir de la Plateforme civique (*Platforma Obywatelska*, ou PO), parti de centre droit, libéral et pro-européen, fut largement interprétée comme un signe de « normalisation » politique. À rebours de l'exaltation nationaliste et des accents germanophobes qui avaient caractérisé le discours politique polonais d'octobre 2005 à novembre 2007, sous la double férule de Lech et Jarosław Kaczyński et de leur parti national-conservateur Droit et Justice (*Prawo i Sprawiedliwość*, ou PiS), le gouvernement de la PO s'attacha à nouer des relations amicales avec Bruxelles et Berlin et à mettre en œuvre des politiques économiques conformes à l'orthodoxie budgétaire européenne. Au fil de ses huit années au pouvoir – d'abord sous l'égide de Donald Tusk de 2007 à 2014, puis d'Ewa Kopacz pendant la dernière année – la Plateforme civique parvint ainsi à renforcer la stature européenne de la Pologne, positionnant le pays comme un acteur diplomatique important (notamment au début de la crise ukrainienne) et voyant son Premier ministre nommé Président du Conseil européen. Si l'on s'en tient aux chiffres de la croissance, la PO apparaît en outre avoir remarquablement bien navigué à travers les turbulences créées par la grande crise financière de 2008.

La victoire de Droit et Justice aux élections législatives de 2015 a donc été un choc pour tous ceux qui pensaient la Pologne résolument engagée sur les rails de la démocratie libérale. Le nouveau gouvernement et son meneur, Jarosław Kaczyński, sont prestement passés à l'offensive, entraînant la nation polonaise dans une bataille frontale avec Bruxelles pour reconquérir sa souveraineté et, du même coup, sa « dignité ». Les dirigeants

1. Hassner, Pierre, "Response to Fukuyama", *The National Interest*, no. 16, 1989, pp. 22-24. Article publié en français sous le titre « Fin de l'histoire ou phase d'un cycle ? », *Commentaire*, numéro 47, 1989/3, pp. 473-475.

2. Hassner, Pierre, « L'Europe et le spectre des nationalismes », *Esprit*, octobre 1991, p. 22.

3. Tenues au printemps 1989, ces négociations engagées par le gouvernement communiste avec les principaux représentants des mouvements d'opposition, conduisirent à une large victoire de Solidarność aux élections de juin 1989 et au démantèlement du régime communiste polonais.

polonais ont catégoriquement refusé, au beau milieu d'une grave crise humanitaire, d'accueillir ne serait-ce qu'un petit nombre de réfugiés sur le sol de la Pologne, et ils ont engagé une série de réformes éminemment contestables du système judiciaire polonais. Le déclenchement (inédit) par la Commission européenne, le 20 décembre 2017, de l'article 7 du traité sur l'UE au motif que ces réformes présentaient « un risque clair de violation grave de l'état de droit en Pologne » n'a pas infléchi officiellement la ligne du PiS.⁴ Une telle rupture invite à questionner la nature du changement politique en cours, qui pourrait voir la Pologne rejoindre la Hongrie de Viktor Orbán au sein du cercle en pleine expansion des « démocraties illibérales »⁵. Aussi déplaisant que ce nouveau régime puisse apparaître aux défenseurs du supranationalisme européen et d'une conception ouverte de la société, il est important de se pencher sérieusement sur les raisons de l'ascension de Droit et Justice. Il serait trop facile de disqualifier les électeurs du PiS comme ressortissants d'une espèce politique immature, enferrés dans une version obscurantiste du catholicisme et de la nation. Au-delà des caricatures, le succès électoral du PiS a des ressorts profonds, qui nous alertent sur les dynamiques à l'œuvre, non seulement en Pologne et en Europe centrale, mais à travers toute l'Union européenne.

La présente étude commencera par examiner la dimension sociale du projet de Droit et Justice, la place accordée au monde rural, à l'intervention étatique et à la question de la redistribution. Nous considérerons ensuite la grammaire idéologique et le répertoire historique qui façonnent la vision de l'identité nationale au cœur de ce projet. Ce faisant, nous montrerons comment les deux versants de la politique du PiS – sensibilité sociale et affirmation nationaliste – se nourrissent l'un l'autre. Car **c'est bien la combinaison entre dignité personnelle et dignité de la nation, entre justice redistributive et renouveau national, qui définit le style politique du PiS, et qui fait sa force.** Celle-ci ne repose pas simplement sur l'attention portée à la condition des plus démunis, mais sur une capacité à rendre partie-prenante du « drame national » tous ceux qui se sentent lésés, déconsidérés, déboussolés, en leur offrant une place dans le monde, un abri contre les périls extérieurs, un passé dont ils peuvent être fiers – un pays qui est le leur, et le leur seulement.

4. Commission européenne, “[Rule of Law: European Commission acts to defend judicial independence in Poland](#)”, Communiqué de presse, Bruxelles, 20 décembre 2017.

5. Pour une définition de ce nouveau régime, voir le [discours de Viktor Orbán](#) à l'université d'été de Bálványos le 30 juillet 2014. Notons qu'à la différence du Premier ministre hongrois, les dirigeants polonais ne revendiquent pas le statut de « démocratie illibérale » pour leur pays.

À travers le cas de la Pologne, cette étude entend donc contribuer à la compréhension du basculement politique en cours en Europe aujourd'hui. Car le conflit qui oppose actuellement le gouvernement polonais et la Commission européenne n'est pas un simple différend circonscrit et transitoire. C'est un conflit qui engage des interprétations rivales de la démocratie et de la solidarité, de l'articulation entre national et supranational, du rôle de l'identité, des valeurs, de l'histoire et de la religion allant droit au cœur du projet européen.

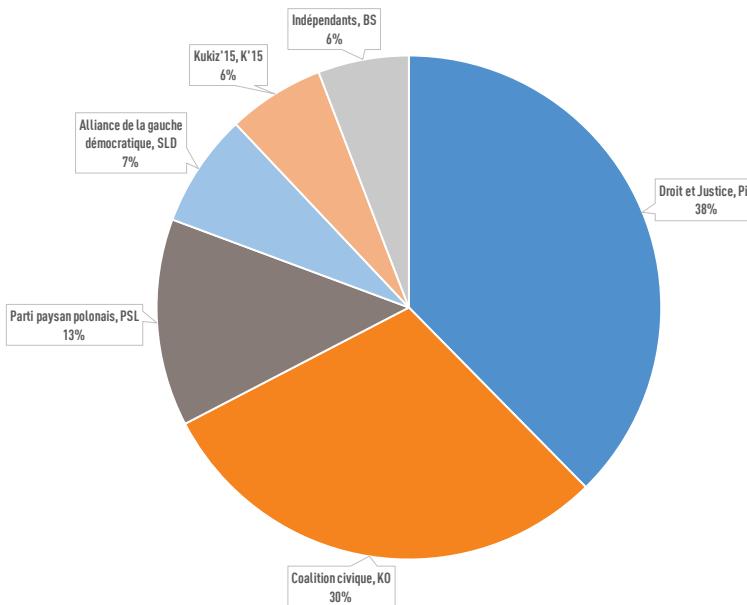
1. UNE POLITIQUE SOCIALE POUR LE « BON PEUPLE »

1.1 Les élections locales de 2018 et la bataille pour la Province

Les 21 octobre et 4 novembre derniers, les Polonais étaient appelés à voter pour renouveler leurs représentants dans toutes les régions (*województwa*), districts (*powiaty*) et municipalités (*gminy*) du pays. Ces élections – les premières depuis la victoire de Droit et Justice en 2015 – étaient considérées par toutes les forces politiques comme un test crucial de la capacité du PiS à consolider son pouvoir en s'emparant des collectivités locales, un niveau de gouvernement jusqu'alors très largement contrôlé par l'opposition. Les assemblées régionales (*sejmiki*) jouent un rôle capital dans la gestion des fonds structurels européens, et des milliers d'emplois publics dépendent du parti qui contrôle cet échelon. L'enjeu était d'autant plus grand que ces élections locales marquaient le coup d'envoi d'un véritable marathon électoral, avec des élections européennes et législatives en ligne de mire au printemps et à l'automne 2019, puis des élections présidentielles en 2020, d'où l'importance de donner le bon ton. Comme le dit Jarosław Kaczyński dans une interview à *Gazeta Polska*, « nous [le PiS] nous préparons pour une longue marche. Nous avons besoin, non pas de pas deux, mais d'au moins trois mandats... Avec un bon changement au niveau local, il serait bien plus facile de réformer la Pologne, d'écraser les cliques post-communistes. »⁶ Ces élections étaient par ailleurs largement perçues comme un plébiscite sur le programme de transformation socio-économique engagé par le gouvernement conservateur. Elles devaient montrer si la « majorité silencieuse » – les bénéficiaires des mesures redistributives du PiS – se lèverait en masse pour voter, donnant au parti la base électorale durable (et le statut de majorité permanente) que ses dirigeants appelaient de leurs voeux. Avant d'examiner le contenu exact de la politique sociale du gouvernement, il est donc utile de tirer les leçons de ce premier test électoral dans la « longue marche » de Droit et Justice vers un « pouvoir consolidé ».

⁶. Jarosław Kaczyński, [interview](#) parue dans *Gazeta Polska* le 30 janvier 2018.

FIGURE 1 ▶ Résultats des élections des assemblées régionales, Pologne, 2018



Le résultat le plus saillant de ces élections est la confirmation d'une **profonde fracture opposant les mondes urbains et ruraux en Pologne aujourd'hui** (fracture qui se manifeste sur le plan géographique par un contraste entre l'Ouest et l'Est du pays). Droit et Justice a remporté 34% des suffrages dans les assemblées régionales, son meilleur résultat à ce jour dans des élections locales, mais n'a pas réussi à gagner une seule grande ville. De façon significative, le PiS a perdu dès le premier tour à Varsovie, le bastion de la Pologne libérale. Le gouvernement avait pourtant fait de la capitale l'enjeu stratégique de cette bataille électorale, où une victoire aurait eu une portée symbolique sans précédent. Malgré l'appel retentissant lancé aux Varsoviens par le candidat du PiS, Patryk Jaki, à « prendre les armes en masse », comme lors de l'insurrection de Varsovie en 1944, « pour défendre tous les humiliés de ces douze dernières années » et « jeter la PO aux ordures »,⁷ les électeurs de la capitale se sont mobilisés pour élire l'étoile montante de la Plateforme civique, Rafał Trzaskowski. La « Coalition civique » (KO) – une alliance de circonstance forgée entre la Plateforme civique, le petit parti libéral *Nowoczesna* et la formation de

⁷. Discours prononcé par Patryk Jaki le 19 octobre 2018, lors d'un concert à Varsovie.

gauche *Inicjatywa Polska* (IP) dirigée par la militante féministe Barbara Nowacka – a également gagné à Cracovie, Łódź, Poznań, Wrocław et, après quelques tribulations, à Gdańsk.⁸ Dans toutes ces villes, le taux élevé de participation témoigne de la vitalité de l'opposition urbaine au projet politique de Droit et Justice. Dans les campagnes polonaises, à l'inverse, le PiS a reçu près de 40% des suffrages. Ce résultat répond aux aspirations des nationaux-conservateurs, telles que formulées par le Ministre de la défense, Mariusz Błaszczyk, dans une interview à la radio publique juste avant le premier tour : « le plus important pour nous, c'est de nous attacher ceux qui s'identifient aux autorités locales. »⁹

Droit et Justice a cependant échoué à réaliser l'un de ses principaux objectifs dans ces élections, à savoir « l'éradication » du Parti paysan polonais (*Polskie Stronnictwo Ludowe* ou PSL), une vieille formation agraire qui a réussi à survivre pendant le communisme, et dont les quatre députés européens siègent aujourd'hui aux côtés de ceux de la PO au sein du Parti Populaire Européen. Le PSL est un parti de notables et de dynasties politiques locales qui jouit d'importants réseaux et d'un savoir-faire éprouvé en matière de distribution de fonds, de positions et de prestige dans les régions et les municipalités du pays. S'ils ont vu leurs scores réduits de moitié par rapport à 2014, les « agrariens » ont néanmoins réussi à préserver leur rang de troisième force politique du pays, avec 12% du vote régional. La KO a quant à elle obtenu de meilleurs résultats que prévu à cet échelon régional, recueillant un total de 27% des voix. La victoire du PiS est de surcroît mitigée par sa faible capacité à construire des coalitions. Lors des élections locales de 2014, le parti avait remporté le plus grand nombre de sièges dans six assemblées régionales mais avait fini par n'en contrôler qu'une seule. Cette fois-ci, le PiS est arrivé en tête dans neuf régions sur seize, obtenant plus de 50% des sièges dans six d'entre elles. Dans les trois régions sans majorité absolue, le PiS doit s'entendre avec le groupe des élus dits « non-partisans » (*Bezpartyjni Samorządowcy*). Annoncée par de nombreux observateurs pendant la campagne, l'alliance avec Kukiz'15 ne s'est pas matérialisée, l'hétéroclite plateforme « anti-système » coalisée autour du rocker Paweł Kukiz n'ayant obtenu que 5% des voix.

8. Le candidat de la KO au premier tour à Gdańsk était Jarosław Wałęsa (fils de Lech), mais il a perdu contre le maire sortant, Paweł Adamowicz, ancien membre de la PO, lequel fut soutenu par la KO au deuxième tour.

9. Reuters, "Poland's PiS gains in provinces, but support erodes in big cities - election results", 25 octobre 2018

Ainsi donc, si ce premier rendez-vous électoral n'a pas permis à Droit et Justice de renforcer son emprise sur tout l'éventail des échelons locaux, et notamment sur les grandes villes du pays, le parti a néanmoins largement réussi à s'imposer comme le représentant naturel des campagnes polonaises. Le péril qu'une telle fracture soulève du point de vue de l'avenir du projet européen n'est pas spécifique à la Pologne. Dans toute l'Union européenne, nous assistons au creusement des divergences de trajectoires politiques entre des centres urbains prospères d'une part, et des communautés périphériques en proie à de sérieuses difficultés de l'autre. **Alors que les premiers sont en mesure d'embrasser hardiment les possibilités offertes par la promesse européenne, les seconds ont tendance à se réfugier dans le giron de formations politiques qui préconisent un retour au bouclier de la souveraineté nationale.** Le défi pressant, pour toutes les forces politiques qui ont à cœur de poursuivre la voie de la coopération supranationale en Europe aujourd'hui, tient dans leur capacité à offrir de nouvelles réponses aux craintes et aux espérances de tant de citoyens qui aspirent à un faîte culturel, social et économique plus sensible à leurs vies ordinaires. En Pologne, le défi est encore plus criant pour la gauche que pour l'opposition de centre-droit : après un échec historique à obtenir un seul siège au Parlement en 2015, les anciens communistes et sociaux-démocrates du SLD n'ont gagné que 6,5% des votes dans ces élections de 2018, tandis que la nouvelle génération de militants zélés, intègres et imaginatifs issus du parti de gauche *Razem* et des Verts (*Zieloni*) n'y ont obtenu que 1,5% et 1,1% des voix respectivement.

1.2 Le « bon changement » : interventionnisme étatique et politique familiale

Dans son introduction à un recueil d'articles examinant le programme de réforme socio-économique mis en œuvre par Droit et Justice sous la bannière du « bon changement » (*dobra zmiana*), Michał Sutowski souligne le « sérieux dilemme » que ce programme pose pour la gauche polonaise.¹⁰ En 2015, de nombreux analystes de gauche s'attendaient à ce que le parti national-conservateur répète la transmutation des années 2005-2007, lorsque sa rhétorique de campagne solidariste et anti-libérale avait accouché, une fois au gouvernement, de politiques économiques et budgétaires tout à fait orthodoxes. Selon Sutowski, la répétition de cette métamorphose

10. Sutowski, Michał (ed.), *Ekonomia polityczna „dobrej zmiany”*, Instytut Studiów Zaawansowanych, Varsovie, 2017.

aurait simplifié la tâche de la gauche polonaise dans ses efforts pour construire une alternative claire, à la fois aux politiques pragmatiques des libéraux de la PO et au nationalisme capitaliste du PiS. Trois ans plus tard, ces attentes apparaissent largement déçues. La politique dite du « bon changement », à travers son insistance sur la redistribution et l'action de l'État, a introduit une vraie rupture avec les théories du développement qui avaient prévalu en Pologne depuis 1989. Cette rupture doit être saisie dans le contexte plus large des bouleversements intellectuels et politiques générés par la crise mondiale du capitalisme financier en 2008. Depuis lors, en Pologne comme dans le reste de l'Europe, **le langage de l'interventionnisme étatique, de la protection, de la « souveraineté économique nationale » et de la solidarité sociale a repris du poil de la bête.**

Et en Pologne comme ailleurs, ces bouleversements ont aussi provoqué un chaos conceptuel et idéologique qui voit les sociaux-démocrates tâtonner dans leur quête de nouvelles balises, sur fond de dénonciation du « détournement de leur électorat » par les « populistes » de droite et de gauche.

Trois années n'offrent que peu de recul pour évaluer précisément la nature et la portée des réformes engagées par le PiS. La tâche est d'autant plus ardue qu'à l'intérieur même du gouvernement, des tensions se manifestent entre les diverses doctrines qui prévalent, non seulement entre différents ministères – du tournant centralisateur et interventionniste constaté en matière de politique industrielle à la vision néolibérale rencontrée, par exemple, au ministère de la science – mais aussi au sein de chaque administration, ainsi que l'illustre l'oscillation entre l'individualisme (de marché) et le solidarisme (d'État) dans le domaine de la réforme de la santé.¹¹ Par-delà ces nuances, le gouvernement du PiS peut être globalement caractérisé par son affirmation des vertus de « l'État actif » (*aktywnego państwa*).¹² Au lendemain de la grande crise de 2008, cette re-légitimation de l'intervention étatique s'inscrit dans le cadre d'une **concurrence croissante des modèles au niveau mondial, qui voit s'opposer un modèle occidental de libéralisme économique, politique et sociétal d'une part et un modèle asiatique de capitalisme autoritaire de l'autre.** À cet égard, il est significatif que les bravades de Droit et Justice à l'encontre du socle de

11. Libura, Maria, "Reforma ochrony zdrowia, czyli powolny zmierzch rynkowego fundamentalizmu", in Sutowski, M., *op.cit.*, pp. 229-248.

12. Il n'est pas anodin que le Premier ministre, Mateusz Morawiecki, économiste de formation, ait écrit l'introduction à l'édition polonaise du livre de Mariana Mazzucato, *The Entrepreneurial State* (*Przedsiębiorcze państwo*).

valeurs libérales de l'Union européenne soient allées de pair une montée des références à la Chine dans le débat public polonais (et notamment au concept de « nouvelle économie structurelle » de Justin Yifu Lin),¹³ ainsi que de déclarations sur le resserrement de la coopération polono-chinoise autour du grand projet de nouvelle route de la soie.¹⁴ Le PiS étant avant tout un parti patriotique, ces influences étrangères sont dûment compensées par la redécouverte de la tradition étatique de la Seconde République polonaise et de la grande idée de « District industriel central » qui fut développée par Eugeniusz Kwiatkowski dans l'entre-deux-guerres (mais tourna court du fait de l'invasion allemande en 1939).

Quels que soient les écarts constatés entre rhétorique et pratique, ou entre ambitions déclarées et inflexibilité des réalités économiques (dans un contexte où la mondialisation limite sérieusement la capacité du politique à transformer la vie humaine), il n'en reste pas moins que la doctrine de « l'État actif » s'est traduite par l'un des plus vastes programmes de transferts sociaux mis en œuvre en Pologne depuis 1989. Le gouvernement a ainsi instauré un salaire horaire minimum, la gratuité des médicaments de base pour les personnes de plus de 75 ans et des aides pour les écoliers. Il a découpé l'accès aux soins de santé des prestations d'assurance sociale et il est revenu sur l'impopulaire décision de la PO de relever l'âge de la retraite à 67 ans, le ramenant à 60 ans pour les femmes et à 65 ans pour les hommes. La mesure emblématique de cette politique sociale, appelée « Famille 500+ », vise à encourager la natalité et à réduire la pauvreté infantile grâce à une allocation familiale universelle de 500 złoty mensuels (environ 120 euros) versés pour chaque enfant après le premier enfant (et dès le premier enfant pour les familles les plus pauvres). Ce programme a amélioré de façon tangible la vie quotidienne de centaines de milliers de familles à travers le pays,¹⁵ en particulier dans les régions rurales, où les familles sont souvent plus nombreuses et la pauvreté plus aiguë. Il n'est cependant pas rare d'entendre des voix de l'opposition polonaise disqualifier la politique familiale du « Famille 500+ » comme un stratagème visant à « acheter » l'électorat, ou affirmer que les parents les plus pauvres gardent cet argent pour eux, voire le dépensent en alcool et en jeu, et non pour leurs enfants.

13. Cf. Lin, Justin Yifu, *New Structural Economics. A Framework for Rethinking Development and Policy*. Banque Mondiale, 2012. Pour une critique succincte de la vision proposée par Lin en matière de politique industrielle, voir Dani Rodrik, *Comments on 'New Structural Economics' by Justin Yifu Lin*.

14. Golik, Katarzyna, "Polski model z chińską specyfiką?", in Sutowski, M., *op.cit.*, pp. 181-202.

15. 2.7 millions de familles (et 3.8 millions d'enfants) bénéficient aujourd'hui de cette allocation.

De telles vues, qui ne semblent pas reposer sur beaucoup plus que des *a priori* quant aux mœurs des classes populaires, passent largement à côté des vraies raisons de l'ascendant du PiS en Pologne aujourd'hui. Il en va de même pour les interprétations qui traitent le vote pour Droit et Justice comme une pure expression de nationalisme idéologique. Il serait erroné de décrire la Pologne comme un pays où la majorité silencieuse est profondément hostile aux étrangers et indifférente à l'État de droit. Les électeurs du PiS ne voient pas nécessairement d'un bon œil les attaques du gouvernement contre l'indépendance des tribunaux polonais ou les projets de loi portant atteinte aux droits des femmes en matière d'avortement – comme l'attestent l'ampleur et la récurrence des « manifestations en noir » dans tout le pays, y compris dans les villes moyennes. Mais ces électeurs reconnaissent au PiS le mérite d'avoir placé le curseur, tout au moins au plan discursif, sur les besoins sociaux fondamentaux. Dans un article récent, Bartłomiej Kozek (affilié au parti des Verts) fait valoir que la force du PiS est d'avoir mis les questions sociales au cœur de son discours, tandis que l'opposition tend à se concentrer sur des thèmes d'une primordialité abstraite, tels que le Tribunal constitutionnel, la liberté d'assemblée ou la liberté d'expression.¹⁶ Selon Kozek, le grand absent de cette liste est « l'émancipation de la pauvreté ».¹⁷

Par ailleurs, la séduction de la doctrine de « l'État actif » tient aussi à la rupture qu'elle introduit avec le langage de l'impossibilisme – les « nous ne pouvons pas nous le permettre » – qui fut celui du gouvernement de la Plateforme civique pendant les années de la crise économique en Europe. Selon Michał Sutowski, aussi rationnelle qu'eût été la prudence budgétaire de la PO pendant cette passe délicate, elle ne fait que souligner, par contraste, l'audacieux volontarisme du « Yes, we can ! » à la Jarosław Kaczyński.¹⁸ Malgré les pronostics de débâcle financière avancés par l'opposition et l'inquiétude de certains économistes quant à l'incidence fiscale à moyen terme des politiques de redistribution du PiS, l'économie polonaise continue pour l'instant de prospérer : le chômage est au plus bas (environ 4% selon les chiffres d'Eurostat en octobre 2018), et la Pologne se place en tête du dernier classement d'Oxfam sur la corrélation entre dépenses publiques et réduction des inégalités.¹⁹

16. Autant de thèmes dont on pourrait pourtant penser qu'ils devraient continuer de mobiliser et de « parler », dans un pays post-totalitaire.

17. Kozek, Bartłomiej, "Poland: a vicious circle of disdain". *Green European Journal*, 23 janvier 2017.

18. Sutowski, Michał, "The 'good shift' – new authoritarianism and beyond", *Krytyka Polityczna*, avril 2018.

19. Indice publié en octobre 2018.

1.3 « Nous ne sommes pas des valets, nous voulons plus »

Le « bon changement » n'est pas simple affaire d'avantages matériels et de meilleure répartition des fruits de la prospérité. Il est affaire **d'économie morale et de reconnaissance symbolique**. Affaire de dignité et de fierté des travailleurs, des familles, des communautés rurales du pays. Pour bien comprendre la manière dont Droit et Justice s'adresse à ces sentiments moraux, il faut commencer par expliciter la nature des griefs que le parti au pouvoir a entrepris de panser. L'effort de restauration de la dignité polonaise engagé par le PiS s'adresse en premier lieu aux « perdants de la transformation », à ceux dont l'expérience personnelle s'est trouvée marginalisée dans le récit néolibéral. Cela est notamment le cas des agriculteurs, *a fortiori* ceux des petites exploitations familiales de semi-subsistance associées à la Pologne orientale. En dépit de la sensible amélioration de leur revenu grâce aux aides de la PAC (qui fait que la détresse des petits paysans polonais est moins cruelle que lors des élections de 2005, qui avaient mené au premier gouvernement du PiS), le sentiment persiste parmi ces agriculteurs qu'ils ne se sont pas vu attribuer une digne place dans la Pologne d'après 1989.

Le malaise remonte aux prémisses de la transformation. De fait, la principale œuvre économique du premier gouvernement non communiste, dirigé par Tadeusz Mazowiecki, fut le programme de réforme structurelle engagé par son ministre des finances, Leszek Balcerowicz – programme qui était dépourvu de toute vision en matière de politique agricole et qui mit à mal les anciennes fermes collectives aussi bien que les exploitations capitalistes de l'Ouest de la Pologne. Quant aux héritiers libéraux de Mazowiecki au sein du gouvernement de la Plateforme civique, c'est principalement *via* l'instrument des fonds structurels européens qu'ils se sont attachés au développement des régions les plus pauvres, ne parvenant pas néanmoins à dissiper l'impression que leur politique privilégiait globalement un modèle métropolitain de développement du territoire. De façon déterminante, **le discours de la PO sur le progrès, la modernité et le succès a été largement perçu comme inhospitalier aux habitants de la Pologne rurale**. La grammaire symbolique a changé avec l'accession au pouvoir de Droit et Justice. Comme l'explique Piotr Skwicinski, un journaliste proche des conservateurs, « beaucoup d'agriculteurs ont le sentiment

que le gouvernement est, enfin, *'de notre côté'*, qu'on les traite comme la 'Pologne A' et non plus seulement comme la 'Pologne B'. »²⁰

Le langage de la dignité introduit par Droit et Justice résonne bien au-delà des catégories sociales les plus modestes dans les campagnes et les quartiers ouvriers du pays. Les sondages indiquent que le PiS est également très populaire parmi certains segments de la classe moyenne polonaise – notamment les petits entrepreneurs et les employés du secteur public et des services. Le marché du travail polonais présente en effet un certain nombre de défaillances qui rendent la vie dure aux travailleurs : médiocrité des salaires (et faible part de ces salaires dans le PIB, y compris par rapport aux autres pays d'Europe centrale), faible stabilité de l'emploi, prédominance d'un modèle de management autocratique, carence des filets de sécurité sociale, et abus généralisés de certains types de contrats de travail.²¹ Le précédent gouvernement s'est attaché à réparer certains de ces déséquilibres, notamment en fermant plusieurs niches dans le système de TVA et en rendant obligatoire le paiement de la sécurité sociale dans les contrats de droit civil, néanmoins de nombreux Polonais sont d'avis qu'il a fallu attendre le PiS pour que soit formulée une stratégie ambitieuse sur le « travail décent ».

Cette opinion ne tient pas seulement aux réelles difficultés rencontrées par les travailleurs polonais mais au caractère *relatif* de leur sentiment de spoliation, sur fond d'élévation générale des aspirations suscitée à la fois par l'amélioration de la situation économique globale dans le pays et l'extension du théâtre de la comparaison à toute l'Europe. Selon Krzysztof Mazur, président du (conservateur) Club Jagellon, « la PO a attisé les attentes. Tusk a déclaré que la Pologne serait une deuxième Irlande dans dix ans, alors les gens sont déçus de constater qu'en dépit de leur travail acharné, la Pologne reste à la traîne. »²² Ces paroles font écho à une récente étude qualitative menée par le (libéral) « Front européen », qui révèle une forte propension des personnes interrogées à comparer la Pologne aux pays les plus riches de l'UE, et notamment à l'Allemagne. Beaucoup jugent leur condition à l'aune de ce que leurs compatriotes travaillant en Europe de l'Ouest dans les mêmes catégories d'emplois peuvent s'offrir (e.g. des

20. Entretien téléphonique avec Piotr Skwiecinski conduit le samedi 27 octobre 2018. L'expression « la Pologne A » renvoie ici à la Pologne qui gagne et « la Pologne B » à une Pologne de seconde zone.

21. Voir, e.g., Wójcik, Piotr, "Witajcie w kraju złej pracy", *Klub Jagielloński*, 2 juin 2015.

22. Entretien téléphonique avec Krzysztof Mazur conduit le mardi 23 octobre 2018.

vacances à l'étranger, une nouvelle voiture). La réponse du PiS à cette situation consiste à la fois en une affirmation du rôle que peut jouer l'État pour répondre à ces aspirations ascendantes, et en une exploitation des frustrations et du ressentiment. Ainsi donc, **l'un des paradoxes de l'intégration européenne, avec ses corollaires d'interdépendance économique, de mobilité accrue et d'élargissement des horizons, est qu'elle crée aussi de nouvelles inégalités entre les sociétés et à l'intérieur de celles-ci, et du même coup, de nouvelles perspectives pour l'expansion de la rancœur sociale, de l'envie et de l'animosité.** Le paradoxe n'est qu'apparent. Comme l'a rappelé Pierre Hassner, le problème qui se pose à l'Europe aujourd'hui « est moins de faire coexister des systèmes, des alliances, ou des superpuissances que des États nationaux et, plus encore, des communautés économiques, sociales et culturelles dans la vie quotidienne. » Selon lui, si l'on distingue entre trois niveaux de relations en Europe – l'interaction stratégique, l'interdépendance économique et l'interpénétration socioculturelle –, le potentiel de conflit et d'irruption nationaliste découle moins du premier niveau que des deux autres, et notamment de leur combinaison. « Le problème le plus difficile est socioculturel, observe Hassner, mais la manière dont l'interdépendance économique est gérée peut soit l'exacerber soit l'atténuer. »²³



© Martin Kollar

23. Hassner, Pierre, "L'Europe et le spectre des nationalismes", *op.cit.*, p.21.

Les appels à la dignité qui infusent le discours du PiS se nourrissent donc d'un entrelacs complexe d'affects sociaux, combinant de nouvelles attentes en matière de travail, de mode de vie et de consommation et un sentiment diffus d'insécurité engendré par la vitesse du changement, l'uniformisation culturelle et la perte d'identité ressentie par certains groupes. Ces divers éléments s'alimentent mutuellement, ce qui empêche de distinguer clairement les « causes externes du doute interne ». ²⁴ Un problème particulier émerge cependant au carrefour de ces différents courants : **le problème de la migration, lui-même à plusieurs niveaux**. La seconde partie de cette étude montrera comment le rejet des réfugiés est au cœur de l'insurrection souverainiste mise en œuvre par Droit et Justice au niveau européen. Avant cela, il est important de souligner la dimension *interne* de la question migratoire en Pologne. Comme chacun sait, l'accession de la Pologne à l'Union européenne est allée de pair avec le départ de millions de Polonais vers le Royaume-Uni, l'Irlande, la Suède ou l'Allemagne. Quinze ans plus tard, l'émigration est devenue source de désillusion pour une partie de ces travailleurs polonais installés à l'étranger, qui sont souvent employés en-deçà de leurs qualifications, et dont certains vivent mal de devoir organiser à distance les soins à leurs parents âgés restés au pays, ou de se trouver en concurrence (et en voisinage) avec des migrants d'autres continents. Fait révélateur, l'électorat de Kukiz'15, petit parti intégrant des éléments de l'extrême droite nationaliste, est composé d'une proportion non négligeable de jeunes Polonais émigrés en Europe de l'Ouest, qui donnent libre cours à leur rejet du multiculturalisme sur les médias sociaux. ²⁵ Pendant ce temps, en Pologne, les régions rurales du Sud et de l'Est se sont vidées de leur population active, et des pans entiers de l'économie sont confrontés à des pénuries de main-d'œuvre. À la suite de la guerre en Ukraine, nombre d'emplois ont été pourvus par des Ukrainiens, souvent recrutés sur des contrats courts ou sans permis de travail. Alors que la présence de ces Ukrainiens, estimée entre 1 et 2 millions, est aujourd'hui vitale pour le marché du travail polonais, l'afflux de migrants venus de l'Est génère aussi des tensions et du racisme, qui vont croissant au fil du temps. Ce cycle d'émigration, de dépopulation et d'espoirs déçus est raconté comme une parabole par Krzysztof Mazur : « Dans certains villages autour de Cracovie, il n'y a plus d'hommes – seulement des femmes,

²⁴. *Ibidem*.

²⁵. Un sondage conduit en 2017 par le CBOS montre par exemple que 56% des électeurs de Kukiz'15 appartiennent à la catégorie des 18-35 ans. Nombre de ces électeurs se disent mécontents d'un *statu quo* qui, selon eux, ne leur offre qu'une alternative cruelle entre émigrer ou rester dans un pays qui leur offre peu d'opportunités.

des enfants et un prêtre. Les vieux sont déçus : ils pensaient, 'grâce aux études, mes enfants vivront mieux' ; ils ont payé pour des cours du soir, des cours d'anglais, si bien que leurs enfants se retrouvent maintenant à faire la plonge à Londres. Ces gens sont peinés du manque de contact avec leurs enfants et petits-enfants, et en même temps ils constatent que les Ukrainiens remplissent ces emplois en Pologne, et ils entendent parler des récriminations des Anglais contre les Polonais qui travaillent là-bas, alors ils se disent : *il y a un problème dans ce système.* »

De tels récits constituent un contrepoint saisissant aux discours dominants sur la libre circulation, l'ouverture et le progrès. Ils offrent également une illustration de ce que le politologue bulgare Ivan Krastev a appelé la « panique démographique » des pays d'Europe centrale et orientale. Selon Krastev, la combinaison d'une population vieillissante, de faibles taux de natalité et d'un flux continu d'émigration est la racine de cette panique, et l'arrière-fond sur lequel se déploie « l'hystérie politique contre des réfugiés que l'on ne voit d'ailleurs nulle part dans cette région ». ²⁶ Dans le cas de la Pologne, l'acuité émotionnelle de cette question démographique se manifeste également à travers la propagation de récits concernant les enfants, tels que ceux qui circulent de nos jours sur le compte des « orphelins de l'Europe », c'est-à-dire de ces enfants dont l'un des parents travaille à l'étranger. ²⁷ Un autre épisode ayant récemment fait vive impression en Pologne concerne les mesures discriminatoires qui auraient été prises par l'organisme allemand de protection de l'enfance – le Jugendamt – à l'encontre de parents de langue polonaise vivant en Allemagne. ²⁸ L'affaire a fait l'objet d'un rapport du Parlement européen en 2008, après que la commission des pétitions a reçu un très grand nombre de lettres dénonçant ces discriminations. ²⁹ Que cette affaire très médiatique implique l'Allemagne n'est pas un hasard. Les accusations de « dénationalisation organisée » ou de « germanisation » d'enfants polonais charrient des échos historiques

²⁶. Krastev, Ivan, "3 Versions of Europe Are Collapsing at the Same Time", *Foreign Policy*, 10 juillet 2018.

²⁷. Une illustration du formalisme d'une certaine perspective libérale (dans son incapacité à étayer l'idéal de liberté par une réflexion sur la cohésion sociale, le besoin d'encracinement et les capacités substantielles de l'être humain) nous a été fournie lors d'un récent dîner à Varsovie par une figure de la PO qui, interrogée sur cette question des « orphelins de l'Europe », s'est contentée de répondre – « les gens sont libres de se déplacer » – avant d'ajouter : « c'est mieux que les orphelins de Chicago que nous avons connus dans la Pologne communiste. C'est moins loin. »

²⁸. Voir, par exemple, le blog de Wojciech Pomorski, président de l'Association polonaise contre les discriminations contre les enfants en Allemagne.

²⁹. http://www.jugendamt-wesel.com/PETITION/081222_eu_parl_report_ja.pdf

évidents, qui nous amènent au caractère singulier de la Pologne comme pays de « mémoire vive ».³⁰ Le déroulement de quelques-uns des fils de cette mémoire et l'examen de leurs liens avec les ambitions politiques (et géopolitiques) du PiS constituent l'objet de la seconde partie de cette étude.

*

Droit et Justice est passé maître dans l'art de faire résonner les doléances historiques de la Pologne avec les doléances sociales de diverses catégories de la population. L'appel de Jarosław Kaczyński à ses compatriotes à « se lever de leurs genoux » tire sa force de cette capacité à mobiliser en même temps les dimensions sociale et nationale de la dignité. Il en va de même de l'affirmation, devenue courante dans le débat public, selon laquelle « les Polonais méritent *plus* », généralement énoncée sans spécification de ce que ce « *plus* » recèle – qu'il s'agisse de meilleurs salaires, d'une plus grande sécurité, d'une plus grande reconnaissance des injustices historiques subies par la nation, ou d'une voix plus influente à Bruxelles. Alors que nous nous apprêtons à examiner la politique d'identité nationale portée par le PiS, il importe de garder à l'esprit que le nationalisme polonais ne s'est pas engouffré dans le « vide » laissé par le communisme. Comme l'a fait remarquer l'un des grands interprètes de cette idéologie, Leszek Kołakowski, s'il est vrai que la *doctrine* du marxisme visait « un monde dans lequel tous les intermédiaires entre l'individu et l'espèce dans son ensemble (y compris la nation) étaient appelés à disparaître », dans la *pratique* « le parti au pouvoir se sentit obligé, au fur et à mesure du déclin de l'idéal communiste, de recourir de façon croissante au nationalisme comme instrument de légitimation. » En Pologne, « il était en général bien vu de battre le tambour de la mégalomanie nationale ; ces manifestations publiques de haine anti-allemande et antisémite étaient tantôt encouragées, tantôt réduites au silence par le pouvoir, en fonction des nécessités politiques. » Ainsi, les passions nationalistes en Europe centrale « n'ont pas surgi tout soudain du congélateur » en 1989 : « cette année mémorable, nous rappelle Kołakowski, n'a pas vu l'explosion d'un édifice solidement implanté ; il s'est agi plutôt de l'éclosion d'un œuf, dans lequel un embryon de poussin se développait depuis quelque temps déjà. »³¹

^{30.} Sur cette question de la « mémoire vive » (*hot memory*), voir Charles S. Maier, “Hot Memory ... Cold Memory. On the Political Half-Life of Fascist and Communist Memory”.

^{31.} Kołakowski, Leszek, « À travers des ruines mouvantes », *Comment être socialiste+conservateur+libéral*, Les Belles Lettres, 2017, pp. 28-31.

2. POLITIQUE ET GÉOPOLITIQUE DE L'IDENTITÉ NATIONALE

2.1 Traîtres et patriotes

L'affrontement entre conservateurs et progressistes traverse la politique européenne depuis des siècles. Selon le mot fameux de Chesterton, « l'ensemble du monde moderne s'est divisé entre conservateurs et progressistes ». En Pologne, **l'opposition entre partisans d'un modèle de société et d'économie ouvertes d'une part, et tenants des vertus de la tradition et du patriotism national d'autre part, a atteint une virulence qui la distingue toutefois d'une simple délibération démocratique sur les valeurs et les choix de politique publique.** Le récit nationaliste contemporain est notamment hanté par une obsession de la « trahison des élites » et il interprète la trajectoire du pays depuis 1989 à travers un **prisme postcolonial** habituellement associé à l'extrême gauche. Une variante typique de ce récit est offerte dans un livre récent par l'ancien militant de Solidarność, aujourd'hui sénateur du PiS, Piotr Andrzejewski.³² Au début des années 1990, explique Andrzejewski, les anciens communistes et une partie des dirigeants de Solidarność ont été infectés par le virus néolibéral et en ont oublié leurs convictions socialistes. À travers leurs médias [sous-entendu, *Gazeta Wyborcza*], les membres de cette élite ont commencé à reprocher à la société polonaise son « chauvinisme » et sa pénible adaptation au capitalisme de marché. Selon Andrzejewski, cette « pédagogie de la honte » est un sous-produit du statut de la Pologne comme néo-colonie occidentale. Le pays présenterait ainsi tous les attributs dysfonctionnels de la condition postcoloniale – manque de capital économique, manque de confiance en sa propre tradition intellectuelle, détournement de biens publics par la nouvelle classe dirigeante, etc.

De telles vues sont courantes dans les cercles conservateurs. Un prisme néocolonial sous-tend, par exemple, nombre d'études publiées avant 2015 par l'Institut Sobieski et le Club Jagellon, qui décrivent la transformation de la Pologne en un « hub de main-d'œuvre bon marché » au profit du cœur

^{32.} Andrzejewski, Piotr, “Changing Ideas: Polish Transformation and the Elites”, in *The Process of Politicization: How Much Politics Does a Society Need?*, Cambridge Scholars Publishing, 2017, pp. 69-76.

économique de l'UE (et des entreprises allemandes en particulier). Un article publié par le Club Jagellon en 2014 sous le titre « Les pathologies de la transformation »³³ revient ainsi sur le péché originel de ces années de transition – le « Plan Balcerowicz » – en soulignant que ce programme de réformes aurait en réalité été préparé, non par Leszek Balcerowicz lui-même, mais par Georges Soros. Avec force détails (tous également relatés dans l'article d'Andrzejewski), l'auteur y décrit Soros comme l'homme qui aurait amorcé « l'offensive idéologique du néolibéralisme » en Pologne, d'abord en ouvrant la fondation Stefan Batory, véhicule des « idées de Milton Friedman », en 1988, puis en envoyant Jeffrey Sachs rencontrer les dirigeants de Solidarność en 1989 pour les convaincre des mérites de la libéralisation économique. L'idée selon laquelle les élites libérales polonaises auraient épousé les intérêts des conseillers étrangers et des agents des grandes banques et entreprises occidentales (les fameuses « Brigades du Marriot », du nom de l'hôtel varsovien où ces personnes avaient l'habitude de descendre) se manifeste notamment dans l'usage du terme « comprador » dans le débat public polonais. Hier confiné à quelques cercles d'intellectuels marxistes pour désigner les agents indigènes de l'exploitation européenne dans les anciennes colonies, le terme est désormais copieusement employé pour dénoncer la façon dont les élites libérales polonaises voient leur propre pays à travers les yeux de l'hégémon occidental. Car le comprador ne se contente pas de tirer des bénéfices matériels de ses transactions avec ses maîtres impériaux, il commence bientôt à éprouver de l'impatience et du mépris pour le sous-développement et l'atavisme de sa propre nation. Dans une telle perspective, tout journaliste libéral qui écrit de manière critique sur la Pologne, tout historien qui « révèle » un secret douteux de l'histoire polonaise, est décrié comme contempteur de la nation et artisan d'une culture d'infériorité au sein du peuple polonais.

Ces récits de trahisons et de tribulations post-coloniales fermentent depuis des années dans le pays. En arrivant au pouvoir en novembre 2015, le PiS a donc trouvé une atmosphère propice à la mise en œuvre de son projet de « décolonisation » (ou « re-polonisation »), soit la purge des « voileurs communistes » et de leurs « amis » libéraux. Le nouveau gouvernement s'est empressé de pousser son avantage en consolidant les bases culturelles, humaines et financières de son pouvoir. Il a commencé par modifier le droit de la fonction publique afin de faciliter le remplacement des professionnels par des fidèles du parti – l'accession à des positions

³³ Wójcik, Piotr, *Patologie transformacji*, Klub Jagielloński, 2014.

administratives d'une nouvelle cohorte de jeunes gens recrutés sur des critères partisans plutôt que selon des principes méritocratiques permettant de les rendre partie prenante du nouveau système. Le gouvernement a par ailleurs repris en main la télévision publique, *Telewizja Polska*, en renvoyant les présentateurs « dissidents » et en initiant des campagnes d'une partialité sans vergogne. Il a aussi imposé une série de réformes judiciaires éminemment litigieuses, en commençant par saper l'indépendance du Tribunal constitutionnel, ce qui a ouvert la voie à d'autres changements affectant le Conseil national de la magistrature (qui nomme les juges), les tribunaux ordinaires et la Cour suprême.³⁴ Le PiS a justifié cette réforme de la Cour suprême (qui a abaissé l'âge du départ à la retraite des juges de 70 à 65 ans, conduisant à l'élimination de 27 sur 72 de ces juges)³⁵ par la nécessité de remplacer l'ancienne élite communiste et corrompue par une nouvelle élite de « vrais patriotes ». En décembre 2015, alors que plusieurs membres de l'opposition appelaient à une enquête de l'Union européenne sur la réforme en cours du Tribunal constitutionnel, Jarosław Kaczyński a invoqué « une horrible tradition de trahison nationale, une propension à informer les entités étrangères sur la Pologne. Comme si c'était dans leurs gènes, les gènes des Polonais de la pire espèce. » **Une telle division ontologique de la société polonaise en deux catégories de personnes a des effets profondément corrosifs sur le tissu de la démocratie polonaise.** Les opposants politiques sont traités, non comme des égaux, mais comme une anomalie à « éradiquer ». Cette extrême polarisation de l'échiquier politique se manifeste, par exemple, dans la récurrence du terme « pathologie » dans la grammaire des deux camps. **Le débat politique polonais a ainsi atteint de tels sommets d'agressivité et de défiance mutuelles au cours des trois dernières années que la possibilité même du commun semble mise à mal.**

La langue polonaise elle-même s'en trouve altérée, servant d'instrument propagateur de discorde et d'insinuation plutôt que de ressource pour la délibération. Comme l'a observé l'éminent critique littéraire (et survivant du ghetto de Varsovie) Michał Głowiński, des expressions telles que « médias de langue polonaise » ou « médias allemands en polonais »,

³⁴ Voir, e.g., Gostyńska-Jakubowska, Agata, « Time to let the rule of law in Poland have its day in court », CER, 19 juillet 2018.

³⁵ Le 19 octobre 2018, la Cour de justice européenne est intervenue de façon spectaculaire dans cette bataille, en ordonnant à Varsovie de suspendre immédiatement sa réorganisation de la Cour suprême. Les juges, y compris la Présidente de la Cour, Małgorzata Gersdorf, ont repris leurs fonctions la semaine suivante.

couramment employées par le PiS pour décrire les médias d'opposition, sont des armes de discrédit d'autant plus efficaces qu'elles jouent sur le souvenir de l'occupation, lorsqu'il existait une édition polonaise de la presse nazie, le *Nowy Kurier Warszawski* [Nouveau Courrier de Varsovie]. Quant aux formules telles que « médias indépendants », elles sont généralement assorties d'un usage ironique des guillemets qui affecte en profondeur l'éthique des mots. Głowiński a été l'un des premiers à attirer l'attention sur le caractère pionnier du discours du PiS et sa troublante analogie avec le langage de la République populaire de Pologne. La notion d'« anti-polonisme », par exemple, appliquée aujourd'hui à toute critique du pouvoir de Droit et Justice, était un terme abondamment utilisé à l'époque communiste. Toute politique du Parti était alors qualifiée de « bon changement » et chaque correction définie comme un « progrès supplémentaire ». Il en va de même pour le terme « *lewactwo* » [gauchisme], omniprésent de nos jours dans le discours conservateur, qui nous ramène à la dénonciation des déviations de gauche par Lénine dans son célèbre opuscule de 1920, *La maladie infantile du communisme : le « gauchisme »*.³⁶ Tout écart par rapport à la ligne du PiS est aujourd'hui susceptible d'être disqualifié comme « *lewactwo* », de la même manière que l'infamie « bourgeoise » était jadis assignée à tort et à travers. On peut s'étonner de voir la grammaire idéologique de l'ancien régime imprégner la rhétorique de ceux qui arborent aujourd'hui des maillots à l'effigie des « soldats maudits »³⁷ et reprennent en chœur l'hymne de Solidarność dans les années 1980 : « Que la Pologne soit la Pologne ».

2.2 Régénération culturelle

La division de la nation entre citoyens de la pire et de la meilleure espèces va de pair avec une redéfinition essentialiste de ce qui fait un « bon Polonais ». Selon Andrzej Zybertowicz, conseiller du Président Duda, l'identité polonaise repose sur trois piliers : une histoire millénaire en tant que nation, «

³⁶. *La maladie infantile du communisme* : « le gauchisme » est une attaque de Lénine à l'encontre des critiques de gauche de la stratégie bolchevique. Achévé en 1920, ce livre fut distribué à tous les délégués au deuxième congrès du Komintern.

³⁷. Les « soldats maudits » [Żołnierze wyklęci] désignent divers mouvements clandestins de la résistance polonaise formés à la fin de la Seconde guerre mondiale, qui poursuivirent leur combat jusque dans les années 1950 et furent traqués par les polices polonaise et soviétique. La résurgence contemporaine de la mémoire longtemps réprimée de ces résistants nationalistes s'accompagne d'une polémique sur l'implication d'un petit nombre d'entre eux dans des opérations de nettoyage ethnique contre les populations locales juives, biélorusses et ukrainiennes dans l'Est polonais. Le PiS ne reconnaît pas cette part d'ombre de l'histoire des « soldats maudits ».

le christianisme, notamment dans sa version catholique », et la famille.³⁸ **Cette réaffirmation des fondements culturels de l'identité polonaise se rattache à tout un discours sur le choc des civilisations qui opposerait de nos jours, non seulement l'Europe chrétienne et le monde musulman, mais aussi l'Europe centrale, présentée comme le dernier bastion des valeurs européennes traditionnelles, et une Europe occidentale malade de son multiculturalisme.** Lors d'une visite à Bruxelles en 2016 (où il était venu répondre aux questions sur l'indépendance de la justice et des médias en Pologne), Witold Waszczykowski, alors ministre des Affaires étrangères, a ainsi déclaré : « Tout ce que nous voulons, c'est guérir notre pays de quelques maladies... Un nouveau mélange des cultures et des races, un monde fait de cyclistes et de végétariens, qui ne jurent que par les énergies renouvelables et combattent tous les signes de religion. »³⁹

Dans cette bataille de civilisation, la Pologne de Kaczyński et la Hongrie d'Orbán vont main dans la main. Les lieux communs de ce conflit culturel sont régulièrement égrainés (dans leur version la plus extrême) par la députée Krystyna Pawłowicz, membre de l'aile dure du PiS, qui manifeste sa solidarité avec le Fidesz à travers des envolées telles que : « La Hongrie aux Hongrois, pas aux envahisseurs ! À bas Soros ! Les Polonais sont avec vous. » La page Facebook de Mme Pawłowicz offre un palmarès édifiant des pathologies de l'Europe de l'Ouest, parmi lesquelles elle range : les cinquièmes colonnes allemandes, les alcooliques corrompus et les cosmopolites errants sans patrie, les déicides et les drogués de la théorie du genre, sans compter « les types efféminés en pantalon moulant et ballerines roses qui adoptent des abeilles, des arbres et des singes ». L'an passé, Mme Pawłowicz a suscité la controverse en menaçant plusieurs journalistes trop railleurs à son goût de les envoyer en camp de rééducation médiatique « auprès du Père-directeur lui-même » [i.e. Tadeusz Rydzyk, fondateur de *Radio Maryja*] dans son université de Toruń.⁴⁰ Un tel langage tient certes davantage de ce que Michał Głowiński a appelé « le conservatisme absurde » que d'une juste représentation du point de vue conservateur polonais, mais il n'en est pas moins révélateur de l'atmosphère d'extrême polarisation et de croisade culturelle qui caractérise les passions nationalistes dans la Pologne d'aujourd'hui.

³⁸. Entretien téléphonique avec Andrzej Zybertowicz conduit le lundi 29 octobre 2018.

³⁹. Interview parue dans *Bild* le 3 janvier 2016.

⁴⁰. Voir : <https://www.newsweek.pl/poljska/polityka/krystyna-pawlowicz-i-jej-najbardziej-kontrowersyjne-wypowiedzi/4vfvpd1>

Le renouveau culturel invoqué par Droit et Justice requiert aussi de laver de ses tâches l'histoire de la Pologne. **Elle exige, selon les termes de Leszek Kołakowski, de rechercher « l'innocence bénie » de la nation.** La récente controverse autour de ce qu'on a appelé la « loi sur l'Holocauste » est révélatrice à cet égard : au début de l'année 2018, en dépit de vives protestations de la part des historiens et des gouvernements israélien et américain, le Président Duda a signé une loi visant à prévenir toute allusion à une possible responsabilité de la Pologne dans la mise en œuvre de la Shoah par l'Allemagne nazie. La loi comporte deux volets. Le premier interdit l'usage de l'expression « camp de la mort polonais », dont les historiens estiment qu'elle prête en effet à confusion. Le second volet, plus problématique, permet de punir comme un crime (possible d'une amende ou jusqu'à trois ans de prison) toute suggestion de complicité de « la nation polonaise » dans les atrocités commises par les nazis.

De façon quelque peu ironique, à travers leurs efforts pour laver la Pologne du stigmate de l'antisémitisme, les autorités polonaises ont déclenché une série d'irruptions ouvertement antisémites à travers le pays. Divers groupes nationalistes se sont mobilisés afin de faire pression sur le président Duda pour qu'il signe la loi et protège ainsi la Pologne contre les attaques des étrangers et la supposée soif revanche des juifs. En février 2018, lors d'une manifestation devant le palais présidentiel, une faction nationaliste a ainsi arboré une banderole portant les mots : « *Enlevez la yarmulke*⁴¹ - signez le projet de loi » (ce qui a précipité une scission du groupe parlementaire Kukiz'15 et conduit son leader anti-système, Paweł Kukiz, à s'excuser pour « avoir introduit les nationalistes au Parlement », tout en observant, en des termes d'une incroyable candeur, que « malheureusement, les nationalistes dans leur forme actuelle sont plus dangereux pour la Pologne que le système. ») L'historien Timothy Snyder a souligné à juste titre – à propos de cette loi sur l'Holocauste – que les Polonais peuvent légitimement souhaiter que leur histoire soit mieux connue des autres Européens, faisant valoir que peu de gens savent, par exemple, que le nombre de morts causés par la répression de l'insurrection de Varsovie fut encore plus élevé que celui du bombardement d'Hiroshima. Selon l'historien américain, une telle loi est cependant problématique car elle a pour effet de « vous convaincre que vous vous comprenez vous-même ». Notant la tentation du glissement des revendications du statut de victime des nazis pendant la guerre aux assertions

contemporaines de souveraineté, Snyder observe que, dans ce contexte, « la souveraineté est aussi le droit de vous définir comme innocent ».

2.3 Le pouvoir de la tragédie : Smoleńsk et l'ère des « fake news »

Nous avons montré combien la popularité de Droit et Justice s'abreuve d'élan patriotiques et d'une injonction à s'ériger contre les influences étrangères, les élites postcoloniales et les injustices subies par la nation polonaise, non seulement au fil des siècles passés, mais aussi (et peut-être surtout) au cours des dernières décennies, pendant la transition du communisme au capitalisme. Dans une minutieuse enquête publiée en 2017, le sociologue Maciej Gdula a souligné que différents groupes sociaux soutiennent le PiS pour différentes raisons, mais qu'un facteur essentiel pour l'ensemble d'entre eux tient dans la « gratification qu'ils tirent de leur participation au drame politique national ».⁴² Le grand maestro de ce drame, Jarosław Kaczyński, attribue des rôles variés à ses partisans : ils sont tantôt les victimes de la Troisième République, auxquelles la politique du PiS offre une occasion de se venger de dommages réels ou imaginaires en rendant la monnaie de leur pièce aux élites culturelles et politiques héritées de « l'ancien régime » ; tantôt ils incarnent les fiers représentants d'une tradition nationale héroïque auxquels le patriotisme de PiS autorise des aspirations et une esthétique plus élevées que le matérialisme de la petite bourgeoisie (dans cette version, il n'est plus nécessaire d'aller à l'université, de réussir en business ou d'arborer ses lettres de créance européennes pour être un digne membre de la communauté nationale). Tantôt encore ils représentent « les bons Polonais », moralement justifiés dans leur rejet de pathologies sociales qui englobent pêle-mêle alcoolisme, criminalité, corruption des élites et « étrangers » de tous poils, à commencer par les réfugiés (ceux des sympathisants du PiS interrogés par Gdula qui sont issus de la classe moyenne ont tendance à exprimer un sentiment de supériorité envers les plus vulnérables, et les migrants en particulier, qu'ils soient issus de l'Est ou du Sud).

Quant à l'orchestrateur de ce drame à plusieurs voix, Jarosław Kaczyński, il est lui-même un personnage complexe, voire énigmatique. Souvent dépeint comme un marionnettiste de l'ombre, il vit seul avec son chat, n'utilise pas les e-mails et, contrairement à Viktor Orbán, il est avare de conférences de presse et de grands discours politiques. En dépit des rumeurs persistantes qui courent sur sa mauvaise santé et sur les conflits couvant

⁴¹. Mot yiddish pour une kippah.

⁴². Voir : <http://krytykapolityczna.pl/file/sites/4/2017/10/Dobra-zmiana-w-Miastku.pdf>

entre factions, le pouvoir du Président de Droit et Justice reste souverain : Jarosław Kaczyński ne dispose d'aucun mandat gouvernemental, et pourtant il a son fauteuil au Parlement et n'hésite pas à « convoquer » les ministres à son domicile pour distribuer bons et mauvais points. Surtout, la substance et l'envergure de son autorité se sont trouvées transfigurées par l'association du leader du PiS avec la grande tragédie de ces dernières années en Pologne – le crash de Smoleńsk.

Rappelons brièvement ce qui s'est passé à Smoleńsk le samedi 10 avril 2010. Ce jour-là, l'avion transportant le Président de la Pologne Lech Kaczyński (frère jumeau de Jarosław) et une importante délégation polonaise s'écrase dans un brouillard épais à proximité de la ville russe de Smoleńsk. Non loin de ces lieux se dresse la forêt de Katyn, où, soixante-dix ans plus tôt, dans la foulée de l'invasion de la Pologne par l'Armée rouge, des membres de la police secrète soviétique ont massacré plus de 20 000 officiers polonais, la fleur de la nation polonaise. L'accident se produit seulement trois jours après que Vladimir Poutine a invité les dirigeants de la Pologne à commémorer à ses côtés le massacre de Katyn, réalisant ainsi la promesse de Mikhaïl Gorbatchev de rompre avec un demi-siècle de déni de la part du régime soviétique. La cérémonie russe s'est déroulée en présence du Premier ministre polonais, Donald Tusk. Le Président Kaczyński, plus hostile à la Russie, n'a pas été invité, préférant assister aux solennités organisées séparément par la Pologne ce fameux 10 avril. En un incroyable revers de l'histoire, la totalité de la délégation polonaise a péri dans cet accident. Outre le Président, on compte parmi les 96 morts une douzaine de parlementaires, des représentants de toutes les principales formations politiques du pays, le vice-ministre des Affaires étrangères, le président de la Banque centrale, les chefs de l'armée et de la marine, le Commissaire aux droits de l'homme, et des personnalités emblématiques telles que l'ancienne employée des chantiers navals, Anna Walentynowicz, et le dernier Président du gouvernement polonais en exil, Ryszard Kaczorowski. La tragédie a ébranlé la Pologne jusque dans ses tréfonds. Si la nation a d'abord semblé s'unir autour des grandes funérailles organisées dans tout le pays, très vite cependant « une sorte d'hystérie, comparable à la folie qui s'est emparée des États-Unis après le 11 septembre, a submergé la Pologne ».⁴³ Pour Jarosław Kaczyński, cette catastrophe de Smoleńsk est devenue un cri de ralliement, une cause dans laquelle tragédie nationale et souffrance intime, croisade politique et vengeance personnelle, se confondent.

⁴³. Applebaum, Anne, "Polarization in Poland: A Warning from Europe", *The Atlantic*, octobre 2018.

Durant plusieurs semaines au printemps 2010, Jarosław est apparu en habits de deuil aux meetings politiques à travers le pays, faisant campagne à la place de son frère Lech, qui s'était présenté pour un second mandat présidentiel avant sa mort tragique. Depuis lors, Jarosław Kaczyński s'est attaché à alimenter un martyrologue à la fois national et personnel autour de la catastrophe de Smoleńsk, le tout imprégné d'une atmosphère de piété catholique qui résonne en profondeur avec la vieille tradition du messianisme polonais. Les représentations de la Pologne comme « Christ parmi les nations », crucifiée par sa partition entre l'empire russe, la Prusse et l'Autriche des Habsbourg à la fin du XVIII^e siècle, trahie puis crucifiée une seconde fois aux mains d'Hitler et de Staline pendant la Seconde Guerre mondiale, et pourtant à l'aube de sa renaissance, rachetée par ses souffrances, ont été au cœur de la philosophie et de la poésie polonaises depuis le milieu du XIX^e siècle. Ce mélange singulier de combat eschatologique, de mémoire des persécutions passées et de méfiance à l'égard des étrangers se retrouve au cœur des commémorations mensuelles de la catastrophe de Smoleńsk, orchestrées par Jarosław Kaczyński pendant 96 mois consécutifs. La 96^e (et dernière) cérémonie s'est tenue le 10 avril 2018, donnant lieu à l'inauguration d'un monument à la mémoire des 96 victimes de l'accident sur la place Piłsudski de Varsovie, sous la forme d'un escalier de granit noir qui figure à la fois la passerelle de l'avion et l'échelle vers le ciel.

Selon l'anthropologue Paweł Dobrosielski, ces commémorations mensuelles s'apparentent à un rituel para-religieux.⁴⁴ Elles ont la structure fixe du rituel, débutant invariablement par une messe dans la cathédrale de Varsovie, suivie d'une marche aux flambeaux jusqu'au palais présidentiel. Elles remplissent également les fonctions du rituel, dans son pouvoir d'explication du monde et de conjuration de la contingence. Les discours de Jarosław Kaczyński à ces assemblées sont toujours articulés autour de quatre éléments, qui sont autant de motifs de mobilisation – la Route, la Vérité, l'Ennemi, la Victoire. Comme dans l'ancienne iconographie socialiste, la Route réclame d'être embrassée avec ferveur : la fin du chemin est proche, très proche, et pourtant l'accomplissement du cheminement reste toujours en suspens. Les participants sont conviés à une marche perpétuelle vers un horizon sans cesse dérobé. La Victoire et la Vérité sont tout aussi insaisissables, tant dans leur nature que dans leur temporalité : un pas de plus est toujours requis pour que la Victoire (la liberté, la défaite de l'ennemi, la dignité de la nation) soit consommée ; la Vérité n'est pas simple

⁴⁴. Entretien téléphonique avec Paweł Dobrosielski, dimanche 28 octobre 2018.

vérité technique, elle doit être poursuivie sans relâche, il faut la réclamer, se battre pour elle, car l'Ennemi la dissimule. Quant à l'Ennemi lui-même, c'est une chimère, fait d'éléments disparates : il est à la fois tout-puissant, furtif et déjà grièvement affaibli, apeuré. Si Jarosław Kaczyński ne nomme pas directement l'Ennemi dans ses discours de Smoleńsk, d'autres de ses interventions ont oscillé entre la mise en cause des Russes et celle des membres de la Plateforme civique alors aux responsabilités : « Je sais que vous avez peur de la vérité, mais ne parez pas vos perfidies du nom de mon défunt frère », s'est-il ainsi écrié lors d'une session turbulente au Parlement l'an passé : « Vous l'avez détruit ! Vous l'avez assassiné ! »⁴⁵



© Maria Kollar

Deux enquêtes indépendantes successives ont conclu que l'accident de Smoleńsk avait été causé par le mauvais temps et des erreurs humaines (sans compter une pointe de défi dans la décision de l'équipage polonais d'atterrir contre l'avis contraire émis par les contrôleurs aériens russes). Depuis huit ans, les responsables de Droit et Justice n'ont cependant pas cessé d'invoquer un faisceau de scénarios rivaux. Ce contre-récit tourne autour de l'allégation (à ce jour infondée) selon laquelle les Russes auraient abattu l'avion – possiblement *via* l'usage de brouillard artificiel ou

d'une bombe thermobarique – puis que les responsables de la Plateforme civique auraient mené une enquête lacunaire afin de couvrir leurs propres négligences. Après cinq années passées à jeter le discrédit sur les enquêtes officielles, le PiS s'est empressé d'ouvrir une nouvelle enquête en arrivant au pouvoir en 2015. Bronisław Komorowski, devenu président par intérim après le crash, l'ancien Premier ministre Donald Tusk et son chef de cabinet Tomasz Arabski font partie des personnalités qui ont été convoquées pour un interrogatoire. Nul ne sait si Jarosław Kaczyński est véritablement consumé par un désir de vengeance paranoïaque, ou s'il instrumentalise Smoleńsk afin de discréditer ses opposants politiques. **Toujours est-il que la concurrence des récits autour de la catastrophe de Smoleńsk a profondément miné le statut de la vérité et la possibilité même d'une compréhension partagée du monde en Pologne aujourd'hui.** Pour les fidèles les plus endurcis du PiS, penser que le crash est le fruit d'un complot est devenu un véritable credo. Et la fissuration des fondements factuels autour d'un événement aussi traumatisant, lui-même mise en abyme du mythe fondateur de Katyn, a également ouvert la voie à un profond réordonnancement de la mémoire officielle dans le pays. Jarosław Kaczyński a entrepris de repositionner son frère comme la figure centrale de la marche de la Pologne vers la liberté, récusant du même coup le rôle joué par des dirigeants plus éminents de Solidarité, tels que Lech Wałęsa. Ce faisant, il se positionne lui-même comme le guide vers le prochain chapitre de l'histoire polonaise, ce qu'il appelle la Quatrième République.

La vérité historique est d'autant plus vulnérable à ce genre de révisions dans un contexte post-totalitaire empreint d'une suspicion généralisée quant à « qui a collaboré », « et qui a informé sur qui » à l'époque communiste. Le large consensus forgé à l'ère Mazowiecki autour du refus d'engager la Pologne sur la voie d'une grande purge (*lustracja*) est aujourd'hui remis en cause, quand bien même – le temps faisant son œuvre – il reste peu d'anciens communistes dans l'appareil d'État. De l'avis du conseiller présidentiel déjà cité, Andrzej Zybertowicz, les Polonais ont désormais pris conscience que l'État communiste était fondamentalement un « État policier ». Les filets invisibles de cet État, et la manière dont les agents les plus dynamiques des services secrets ont converti leur pouvoir en de nouveaux réseaux d'influence, en monnayant informations stratégiques et biens publics au profit de l'ordre capitaliste naissant, sont au cœur des recherches

⁴⁵. Voir : <https://www.youtube.com/watch?v=3PVBeKLEvtc>

sociologiques du professeur Zybertowicz⁴⁶ (entreprise cognitive qu'il a pour sa part convertie en espèce politique, devenant conseiller des deux Kaczyński puis du Président Duda au sein du Bureau de la sécurité nationale.) **Les révélations sur « l'État caché », son dispositif tentaculaire de policiers et d'informateurs, et les accords secrets conclus par ses agents pendant le passage au capitalisme de marché, ont donc fourni le terreau fertile sur lequel diverses explications invérifiables du crash de Smoleńsk ont pu s'épanouir en véritables théories du complot.** Ce processus a été décrit par Anne Applebaum dans un récent essai où elle affirme que « les mouvements politiques clivants de l'Europe du XXI^e siècle n'exigent plus la croyance dans des idéologies totalisantes », mais qu'il leur suffit « d'inciter leurs partisans à entrer en contact, au moins de façon intermittente, avec une réalité alternative. » Selon Applebaum, la décision prise par Kaczyński de confier à l'un de ses plus vieux (et étranges) camarades, Antoni Macierewicz, la tâche de créer une nouvelle commission d'enquête a eu pour effet « d'institutionnaliser » le mensonge de Smoleńsk, jetant ainsi « les bases morales d'autres mensonges ». ⁴⁷ De fait, toutes sortes de mystifications et de fausses informations se sont propagées en Pologne dans la foulée du crash de Smoleńsk, parfois créées de toute pièce grâce aux nouvelles techniques de montage audiovisuel et à des campagnes sur les réseaux sociaux. Un exemple patent de manipulation de l'information directement orchestrée par le gouvernement a été fourni pendant les derniers jours de la campagne des élections locales, lorsque Droit et Justice a diffusé une vidéo exhortant les Polonais à choisir le « gouvernement de la sécurité » et à rejeter les projets d'accueil massif de réfugiés fomentés en secret par la Plateforme civique. Sur fond de reportages fictifs montrant des images d'émeutes urbaines, une voix off y décrit la Pologne de 2020 parsemée « d'enclaves de migrants musulmans », un pays où « les attaques sexuelles et les actes d'agression font désormais partie du quotidien. » ⁴⁸

2.4 Réalignements géopolitiques

Droit et justice appartient à une nouvelle constellation européenne de partis de droite qui, en quelques années, ont réussi à imposer *une nouvelle idée de*

⁴⁶. Entretien téléphonique conduit le 29 octobre 2018. Voir aussi le livre d'Andrzej Zybertowicz, *Privatizing the Police-State. The Case of Poland* (Palgrave Macmillan, 2000), qui retrace l'expansion de l'Etat policier en parallèle de l'émergence du mouvement de résistance civile dans la Pologne des années 1980, et qui analyse le rôle des services secrets dans le « démantèlement » du système communiste.

⁴⁷. Applebaum, Anne, "Polarization in Poland", *op.cit.*

⁴⁸. Voir : <https://www.youtube.com/watch?v=rMBVLCGkvX0>

l'Europe dans le débat politique continental, fondée sur la défense (et non plus l'expansion ou la pacification) de la civilisation européenne. Ce projet alternatif envisage l'Europe comme un bastion d'États-nations souverains, au sein desquels un recentrage est effectué sur les préoccupations de la majorité autochtone, et entre lesquels la coopération se focalise avant tout sur le renforcement des frontières extérieures communes face aux nouvelles invasions barbares. À rebours de la notion de « souveraineté partagée » qui a guidé la construction de l'unité européenne depuis les années 1950, nous voyons émerger dans les discours de Jarosław Kaczyński un retour à une conception de la souveraineté nationale comme « la véritable dimension de l'indépendance », ⁴⁹ soit la capacité de chaque État à définir et à réaliser lui-même son intérêt national. L'accent sur le rôle interne et externe de l'État rejoint la vision exposée par Viktor Orbán dans son discours de 2014 sur la « démocratie illibérale », qui postule que dans le monde de l'après 2008, les peuples se trouvent engagés dans « une course pour inventer la forme étatique la mieux capable de faire gagner la nation » ⁵⁰ sur une scène internationale conçue comme une arène où triomphe le plus fort. Maciej Gdula qualifie quant à lui le style de gouvernement du PiS de « nouvel autoritarisme ». « Nouveau » parce qu'à la différence de l'État à parti unique inventé par Lénine – qui circonscrivait l'exercice du pouvoir (politique, culturel, économique) aux serviteurs du Parti communiste – ce régime s'accorde d'élections libres et mobilise l'imaginaire démocratique. C'est de la voix du peuple que le parti majoritaire tire sa légitimité, et **ce mandat populaire est à son tour réinterprété comme une autorisation à gouverner au-delà des bornes constitutionnelles**. Le régime est également « autoritaire » car il se caractérise par une propension à entraver l'opposition politique, les contre-pouvoirs institutionnels et le pluralisme du débat public. **L'aversion pour le libéralisme politique se combine avec celle pour le libéralisme culturel** – les droits des minorités (qu'elles soient sexuelles, religieuses ou ethniques), les particularismes régionaux (Silésie et Cachoubie) et l'idéologie multiculturaliste.

Au plan culturel, l'État souverain dont le PiS entend porter la voix au sein d'une « Europe des patries » (*Europa ojczyzn*) se caractérise donc par une défiance à l'égard des aspérités et des différences qui n'est pas sans rappeler l'idéologie du « Parti national-démocrate » de Roman Dmowski dans

⁴⁹. Cité dans Balcer, Adam, Piotr Buras et als., *Change in Poland, but what change? Assumptions of Law and Justice party foreign policy*, Fondation Stefan Batory, mai 2016.

⁵⁰. Discours de Viktor Orbán à l'université d'été de Bálványos le 30 juillet 2014.

la Pologne de l'entre-deux-guerres. Ce parti se distinguait par la défense d'une conception organique de la nation qui, malgré l'obsession anti-teutonique de Dmowski, avait davantage à voir avec la version allemande du nationalisme ethno-racial qu'avec le rêve de Piłsudski d'une grande Pologne multinationale. La différence étant évidemment que la Pologne comportait alors d'importantes populations juives, allemandes, ukrainiennes, biélorusses et lituaniennes, alors qu'elle est aujourd'hui un pays largement mono-ethnique et catholique romain.

En s'érigant comme rempart de cette homogénéité culturelle contre les empiétements de l'Union européenne et les dangers de l'ouverture des frontières, Droit et Justice est également en train de remodeler la place de la Pologne en Europe. Ce réalignement géopolitique se traduit par un double mouvement de distanciation par rapport au cœur politique de l'intégration européenne et de réaffirmation du rôle de la Pologne au sein de la région centre-européenne. La Pologne est depuis plusieurs décennies un membre actif du groupe de Visegrád, aux côtés de la Tchéquie, de la Hongrie et de la Slovaquie. D'abord cristallisé sous la forme d'une vision intellectuelle et littéraire dans les années 1980, ce groupe a été institutionnalisé en 1991 avec pour principal objectif de favoriser le « retour » collectif de ses membres à l'Europe et à la civilisation occidentale. En parallèle de leurs efforts vers cet horizon géopolitique commun, les quatre pays ont développé des coopérations dans les domaines économique, culturel, militaire et énergétique. À l'heure actuelle, cependant, **le dialogue politique entre les membres du groupe de Visegrád tourne surtout autour du plus petit dénominateur commun que constitue leur refus partagé d'accueillir migrants et réfugiés d'origine extra-européenne.** Ce refus peut être interprété comme une expression de ce qu'Ivan Krastev a appelé le rejet de « l'impératif d'imitation » qui avait prévalu en Europe centrale après 1989, lorsque l'émulation du modèle occidental (que ce soit sous la forme de la libéralisation, de la convergence ou de l'élargissement) apparaissait comme la seule voie possible. Selon Przemysław Żurawski vel Grajewski, conseiller du ministre des Affaires étrangères, la rupture du PiS avec la doctrine de « l'europeanisation » a été galvanisée par les crises successives rencontrées par l'UE depuis 10 ans, interprétées comme autant de signes de faiblesse de l'Occident libéral : la crise financière de 2008, l'arrivée des réfugiés en 2015, le Brexit et – de façon importante pour M. Żurawski (qui a consacré son mémoire de maîtrise à la question ukrainienne pendant la Conférence de Paris en 1919) – la guerre en Ukraine. En une série de corrélations révélatrices de la perspective du PiS sur ces événements, il

explique : « En accueillant des millions de réfugiés, l'Allemagne a cessé d'être un pays d'Europe centrale pour devenir un pays méditerranéen ; à présent, pour gagner les élections en Allemagne, il faut résoudre le problème de l'immigration, pas la guerre en Ukraine. »⁵¹

La conversation du professeur Żurawski est très instructive sur la manière dont l'imagination historique alimente la réorientation de la politique étrangère polonaise engagée par le PiS. La Pologne, souligne-t-il, a déjà l'expérience, longue de quatre siècles, d'une Union politique – celle de l'Union polono-lituaniennne (1386-1795), dont l'histoire nous rappelle selon lui l'importance de traiter avec respect le plus petit partenaire, au risque de voir l'ensemble s'effondrer. Insistant sur le problème crucial de l'égalité politique, Przemysław Żurawski évoque le dilemme de la Pologne en tant qu'État de taille moyenne (en des termes qui font irrésistiblement penser au diagnostic du grand historien hongrois István Bibó sur les nations d'Europe de l'Est)⁵² : « La Pologne n'est ni une grande puissance ni un petit pays ; nous ne pouvons pas nous contenter de suivre les décisions des grands pays européens. » L'idée que la voix singulière de la Pologne ne serait pas dûment prise en compte à Bruxelles, et que la politique européenne équivaudrait à « un concert des puissances par-dessus la tête de la Pologne »,⁵³ est largement partagée dans les milieux du PiS. On s'y méfie aussi des projets « d'Europe à plusieurs vitesses » autour d'un noyau central des pays de la zone euro, qui relégueraient la Pologne en deuxième division des États membres de l'UE.

C'est dans ce contexte que le PiS a d'abord cherché à relancer le vieux projet d'Intermarium. Développé par Józef Piłsudski et ses camarades du Parti socialiste polonais au tournant du XX^e siècle, l'Intermarium était une doctrine géopolitique qui visait à sécuriser l'avenir de la souveraineté nationale polonaise et à protéger le pays de la menace russe en créant une « zone tampon » d'États indépendants courant de la mer Baltique à la mer Noire. La stratégie visait à priver la Russie de ses conquêtes occidentales (et ainsi à l'anéantir en tant qu'Empire) en saisissant le moment opportun pour encourager des révoltes nationales en Estonie, Lettonie, Lituanie, Ukraine, et jusqu'au Caucase. Cette région est précisément celle que la conférence de Yalta a autorisé l'URSS à avaler, ce qui fournit aux

51. Entretien téléphonique avec Przemysław Żurawski vel Grajewski conduit le dimanche 28 octobre 2018.

52. Bibó, István. *Misère des petits Etats d'Europe de l'Est*. L'Harmattan, 1986.

53. Selon les termes de Witold Waszczykowski quelques mois avant qu'il ne devienne ministre des affaires étrangères.

Polonais un motif historique supplémentaire de douter de la fiabilité de leurs « grands alliés ». Notons que la ligne « pro-ukrainienne » défendue par M. Żurawski, est de nos jours battue en brèche par une autre tendance au sein du PiS, qui, puissant aux sources⁵⁴ d'une mémoire ravivée du conflit polono-ukrainien au sortir de la Première Guerre mondiale, entretient des relations plutôt froides avec Kiev. Le gouvernement national-conservateur a développé un projet alternatif de Trimarium (ou des « Trois Mers »), dont l'analogie avec l'Intermarium n'est que nominale, puisqu'il s'agit essentiellement de développer une stratégie régionale de coopération économique incluant les pays riverains de la mer Adriatique que sont la Croatie et la Slovénie, plutôt que de s'attacher à renforcer les relations politiques avec les États du « partenariat oriental » de l'UE. Le résultat en est que le soutien de Varsovie aux aspirations euro-atlantiques de Kiev est aujourd'hui moins pro-actif qu'il ne l'était sous le gouvernement de la Plateforme civique.

On ne peut que souligner **le paradoxe de l'actuelle politique européenne du gouvernement Droit et Justice, qui réclame d'avoir plus pleinement droit au chapitre à Bruxelles, mais qui d'autre part torpille la stature et le crédit politiques de la Pologne auprès de ses partenaires européens.**

Le délitement de la coopération établie avec la France et l'Allemagne dans le cadre du triangle de Weimar est ainsi symptomatique de la détérioration des relations de Varsovie avec les deux puissances continentales. Depuis 2015, les autorités polonaises ont entrepris de saper les liens diplomatiques tissés avec Berlin au cours de la décennie précédente, au motif que le gouvernement de la PO aurait transformé la Pologne en un vassal de l'Allemagne (œuvre en contrepartie de laquelle Donald Tusk aurait obtenu d'Angela Merkel la présidence du Conseil européen). Dans les domaines de la sécurité et de la défense, la méfiance de la Pologne à l'égard des projets de défense européenne commune avancés par le Président français offre un contraste saisissant avec le zèle mis par Varsovie à construire des relations encore plus étroites avec l'allié américain, dans un pays déjà fermement ancré dans le « camp atlantiste ». Donald Trump a ainsi reçu un accueil chaleureux lors de sa visite en Pologne en juillet 2017 (orchestrée avant celles à l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni). Le maintien d'une base militaire américaine permanente sur le sol polonais est aujourd'hui la priorité de Jarosław Kaczyński en matière de sécurité nationale. Comme le souligne le journaliste Paul Taylor dans un rapport récent, le dirigeant du PiS « ne voit qu'ennemis et menaces de toute part, et de sécurité, pour

⁵⁴. Sources dont certaines mènent tout droit à Moscou.

autant qu'elle soit possible, que dans une relation bilatérale la plus étroite possible avec les États-Unis, plutôt que dans l'adhésion au cadre collectif offert par les partenaires européens et les alliés de l'OTAN. »⁵⁵ C'est là une stratégie risquée, avertit Taylor, étant donné l'imprévisibilité du Président Trump et ses ambiguïtés tant à l'égard de l'OTAN que de la Russie. Le risque est aggravé par le Brexit, qui fait perdre au PiS son partenaire en euroscepticisme et son allié au sein du groupe ECR du Parlement européen – les conservateurs britanniques. Le rayonnement européen de la Pologne ne saurait en outre se satisfaire du front uni présenté par le groupe de Visegrád contre les migrants, lequel ne peut masquer de profondes divisions internes sur d'autres sujets (la Pologne étant en désaccord avec la Hongrie sur la question de la Russie et avec les Tchèques et les Slovaques sur la relation avec l'Allemagne).

Enfin, tout cela fait fond sur **le pessimisme croissant de l'actuelle classe dirigeante polonaise quant à l'avenir même de l'intégration européenne.** Certains n'hésitent plus à dire publiquement que l'Union européenne (telle que nous la connaissons) est vouée au naufrage. C'est le cas par exemple de l'intellectuel conservateur et député européen du PiS, Zdzisław Krasnodębski, qui déclarait dans une interview à *wPolityce* : « L'Union européenne est une utopie en faillite. On nous avait dit que l'identité européenne serait postmoderne, basée sur les institutions et les principes universels des droits de l'homme, mais cela n'a pas marché ».⁵⁶ Quant à Jarosław Kaczyński, il est parfois décrit comme un « marxiste désenchanté », convaincu que l'Empire finira par s'effondrer. De fait, l'élection à la tête des États-Unis d'un dirigeant qui proclame haut et fort son aversion pour le projet européen n'a fait que renforcer le sentiment exprimé à la fois par Kaczyński et Orbán d'œuvrer dans le sens de l'histoire. Selon les auteurs d'une étude de la Fondation Batory sur la politique étrangère du PiS, ce profond « europessimisme » (plutôt qu'un simple « scepticisme ») constitue une sérieuse menace pour l'avenir européen de la Pologne.⁵⁷ Les recherches menées par le Front européen auprès d'un échantillon représentatif de citoyens polonais montrent que ces doutes quant à la pérennité de l'Union européenne ne se limitent pas aux responsables politiques du PiS. Bien qu'une très large majorité de Polonais reste attachée au projet

⁵⁵. Taylor, Paul. "“Fort Trump” or Bust? Poland and the Future of European Defence" *Friends of Europe*, 2018.

⁵⁶. "Prof. Krasnodębski: Unia Europejska to jest utopia, która upada. Ta utopia na naszych oczach się kończy", *wPolityce.pl*, 30 mars 2018.

⁵⁷. Balcer, Adam, Piotr Buras et als., *op.cit.*, pp. 8-11.

européen, cette recherche identifie une part importante de l'électorat (18%) pour qui une sortie de l'UE n'est qu'une question de temps, une option qu'il faudra examiner lorsque l'adhésion aura cessé d'être « profitable » (c'est-à-dire lorsque la Pologne sera devenue contributeur net au budget de l'UE).⁵⁸

Ce genre de propos prouve, si besoin est, que **la raison transactionnelle ne peut suffire à fonder une véritable fidélité au projet européen.**

Face au discours de dignité nationale porté par le PiS, face à la place que ce discours accorde à ceux dont l'expérience est enracinée dans le village polonais, les défenseurs de l'unité européenne peuvent-ils proposer davantage qu'une promesse de progrès par la circulation généralisée, la construction de nouvelles autoroutes et les économies d'échelle ? Sont-ils aujourd'hui capables de bâtir une alternative politique qui réponde aux demandes d'égalité, de dignité, d'identité et d'enracinement qui montent à travers toute l'Europe – une alternative qui replace la cohésion sociale au cœur du projet européen – tout en tenant ferme sur les libertés fondamentales, le pluralisme démocratique et l'inéluctable réalité de notre interdépendance avec les autres habitants de la planète. Ce sont là des questions auxquelles l'opposition libérale et la gauche polonaise, mais aussi le prochain Parlement européen, devront s'attaquer de front.



58. European Front, *Diagnosis and Actions*, Varsovie, septembre 2018.

CONCLUSION

Dans un essai datant du milieu des années 1950, Czesław Miłosz raconte comment la nouvelle d'Hiroshima lui parvint pendant l'été 1945, alors qu'il travaillait au scénario d'un film. L'idée de ce film lui avait été inspirée, explique Miłosz, « par l'histoire d'un homme qui, ayant perdu tout lien avec la civilisation, se trouve seul face au monde – le Robinson Crusoé de Daniel Defoe. » L'intention de Miłosz était de représenter un Robinson Crusoé contemporain : non pas le Robinson qui se trouve échoué sur un morceau de terre vierge de toute empreinte humaine, mais un homme dont le malheur est d'avoir à survivre en un lieu ravagé par la violence destructrice du XX^e siècle européen – une ville d'Europe centrale. Pour reprendre les mots de Miłosz, « une fois que les nazis eurent déporté toute la population qui avait survécu aux combats de l'insurrection polonaise de 1944, seuls des hommes isolés, menant une vie d'animaux traqués, se terraient dans les ruines de Varsovie. Pour chacun de ces hommes, l'histoire antérieure de l'humanité avait cessé d'exister. Chacun d'eux devait résoudre à nouveau le problème excessivement difficile de trouver de l'eau et des croûtes de pain dans des caves désertes ; ils craignaient d'allumer un feu de peur de trahir leur présence ; et ils tremblaient à l'écho de la voix humaine. » Quelques années plus tard, le film de Czesław Miłosz fut produit par l'organisme cinématographique d'État, *Film Polski*. Le scénario était cependant si douteux au plan politique que les producteurs l'avaient profondément révisé, sans la participation de l'auteur : « Robinson Crusoé est, comme chacun sait, un individu asocial. Son fidèle Vendredi ne suffit pas à créer une société. Les producteurs ont donc introduit deux Vendredis, et puis deux autres, jusqu'à atteindre une douzaine, tous imbus d'un fin zèle idéologique. Ils ont même inclus un héroïque parachutiste soviétique (espèce encore inconnue à cette époque à Varsovie). » Miłosz voulait faire un film qui alerte les hommes sur leur folie – « Qu'est-ce que l'homme ? », entendait-il demander. « Ne nous en tenons pas à une notion aussi vague ! », lui répondirent les représentants du Parti communiste : « Ce que nous voulons savoir, c'est s'il est un ami ou un ennemi. »⁵⁹

Quelques années plus tard, ces mêmes catégories d'amis et d'ennemis sont revenues coloniser le langage politique de la Pologne libre et

59. Miłosz, Czesław, "Speaking of a Mammal", *To Begin Where I am. Selected Essays*, Farrar, Strauss and Giroux, 2001, pp. 202-217. [TdA]

démocratique. Et pourtant, ce pays qui a connu l'abîme au XX^e siècle – « non pas le premier cercle de l'enfer mais un abîme beaucoup plus profond » – est aussi un pays qui a offert à l'Europe certaines de ses armes intellectuelles les plus acérées contre le manichéisme politique et les mystifications idéologiques. Un pays dont les grands philosophes et écrivains nous ont donné quelques-unes des pages les plus bouleversantes sur l'expérience totalitaire, et aussi l'une des critiques les plus pénétrantes du libéralisme – de ce qui peut arriver à l'homme quand, s'étant institué comme source ultime de toute valeur, sans plus rien au-dessus de lui dans l'univers, il se laisse aller à « s'agenouiller devant ce qu'il a fait objet de culte »,⁶⁰ Drapeau, Race, Marché ou Histoire. Tous les éléments sont là, à portée de main, dans la littérature polonaise du XX^e siècle, pour reprendre le fil de la réflexion, à notre époque, sur l'expérience de la guerre et du déplacement, sur la signification de notre humanité commune et sur notre responsabilité de sujets éthiques en cette nouvelle ère de troubles. Czesław Miłosz a écrit du poète Aleksander Wat qu'« il caractérisait les nombreuses aventures de l'esprit européen dans sa variante polonaise, c'est-à-dire, un esprit qui n'est pas logé dans quelque espace abstrait où ce qui est élémentaire – la faim, la peur, le désespoir, le désir – ne pénètre pas. »⁶¹ La condition du prisonnier, du fugitif, de l'interné, de l'exilé : tout ce que Wat a relaté dans l'extraordinaire chronique de son odyssée à travers la Pologne d'hier⁶² continue de nous parler et d'aiguiller notre responsabilité partagée, en tant qu'Européens, à l'aube d'un nouveau siècle.

^{60.} Miłosz, Czesław, *Ibidem*, p. 210. Pour une critique portant à la fois sur la folie nationaliste et sur la vacuité de l'esprit libéral face à la monté des dangers, voir également, "Letter to Jerzy Andrzejewski", pp. 189-201.

^{61.} Miłosz, Czesław, "Ruins and poetry", *op.cit.*, p.366.

^{62.} Wat, Aleksander, *Mon siècle*, Editions de Fallois, 1989.

L'Institut Jacques Delors est le think tank européen fondé par **Jacques Delors** en 1996 (sous le nom de Notre Europe), après la fin de sa présidence de la Commission européenne. Notre objectif est de produire des analyses et des propositions destinées aux décideurs européens et à un public plus large, ainsi que de contribuer aux débats relatifs à l'Union européenne.

Nous diffusons de nombreuses **publications** (Tribunes, Policy Papers, Études & Rapports, Synthèses), vidéos et sons, organisons et participons à des **séminaires et conférences** partout en Europe et intervenons régulièrement dans les **médias européens**, par la voix de nos présidents, de notre directeur et de notre équipe.

Nos travaux s'inspirent des actions et des orientations promues par Jacques Delors, et traduisent les grands principes énoncés par notre « **Charte** ». Ils sont mis en œuvre à partir de **trois axes principaux** : « Europe puissance de valeurs », « Europe pour tous » et « Europe différenciée ».

L'Institut Jacques Delors est aujourd'hui présidé par **Enrico Letta**, Doyen de l'École des affaires internationales de Sciences Po Paris (PSIA) et ancien Président du Conseil des ministres italien, qui a succédé à **António Vitorino**, **Tommaso Padoa-Schioppa**, à **Pascal Lamy** et à Jacques Delors. Notre directeur, **Sébastien Maillard**, anime une **équipe internationale** composée d'une quinzaine de membres, qui travaillent en coordination étroite avec les membres du **Jacques Delors Institut – Berlin**, dirigé par **Henrik Enderlein**.

Les instances de l'Institut Jacques Delors sont composées de hautes personnalités européennes. Notre **Conseil des garants** assure la promotion de nos intérêts moraux et financiers. Notre **Conseil d'administration** est responsable de la gestion et de l'impulsion de nos travaux. Notre **Comité européen d'orientation** se réunit afin de débattre des sujets fondamentaux pour l'avenir de l'UE.

Toutes nos activités sont accessibles gratuitement, en français et en anglais sur notre **site** www.institutdelors.eu et via les **réseaux sociaux**. Nous agissons en toute indépendance vis-à-vis des pouvoirs politiques et des intérêts économiques.

Directeur de la publication : Sébastien Maillard ■ La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source ■ Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) ■ L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution ■ Traduction de l'anglais : Aziliz Gouez ■ © Institut Jacques Delors

Aziliz Gouez est anthropologue de formation ; elle s'intéresse aux ressorts symboliques et mémoriels du discours politique dans l'Europe contemporaine. Elle a été pendant 4 ans (2013-2017) la plume du Président de la République d'Irlande, Michael D. Higgins. De 2005 à 2010, elle a dirigé les travaux de l'Institut Jacques Delors sur la question de l'identité européenne à l'heure de l'élargissement vers l'Est, en concentrant l'analyse sur la disjonction entre intégration économique, circulation du capital et du travail d'une part, et dynamiques politiques et culturelles de l'autre.

Ancienne élève de Sciences Po Paris, de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales et de l'Université de Cambridge, Aziliz Gouez a vécu et travaillé en ex-Yougoslavie, Roumanie, Pologne et Irlande, ainsi qu'aux États-Unis et en Israël. Elle pilote actuellement un projet sur populisme et libéralisme pour l'Institute of International and European Affairs (IIIEA) de Dublin, tout en contribuant au développement du réseau des Chaires Pascal Lamy d'anthropologie européenne et aux travaux du Groupe d'Etudes Géopolitiques (GEG) de l'ENS Ulm.

LA REVANCHE DE LA NATION PASSIONS POLITIQUES EN POLOGNE AUJOURD'HUI

Aziliz Gouez,
chercheuse associé à l'Institut Jacques Delors



ISSN12257-4840

info@delorsinstitute.eu / www.institutdelors.eu
18 rue de Londres, 75009 Paris, France